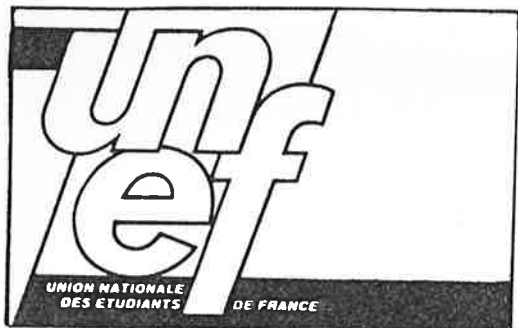


1/18/1986



N/Réf : PV/ML/3039

## C O M M U N I Q U E

L'Union Nationale des Etudiants de France a tenu ses assises nationales des luttes, ce week-end à l'université de Créteil (Val de Marne)

400 délégués venus de toutes les universités du pays ont fait le point du développement des luttes dans les universités.

Le vaste mouvement qui se développe n'est pas le fait du hasard, ni même d'une soudaine prise de conscience d'un projet néfaste, il est bien le résultat d'un vaste ras le bol devant les nombreuses difficultés que rencontrent aujourd'hui les jeunes et les étudiants.

Le développement des luttes, à l'initiative de l'UNEF, notamment pour le retrait des circulaires racistes Joxe et Massot en avril 1985, contre la libération des droits d'inscription en mai-juin 1986, pour le réengagement de l'Etat dans la sécurité sociale étudiante depuis 1985, ont permis de créer un climat d'action qui trouve toute son ampleur aujourd'hui.

Même si le catalyseur des grèves et manifestations a été le projet Devaquet, il n'en reste pas moins que l'on retrouve dans les mots d'ordre des revendications diverses qui touchent l'ensemble des conditions de vie et d'études des étudiants. Il s'agit donc bien d'un mouvement d'ampleur et profond dans le contenu revendicatif qui s'exprime aujourd'hui dans les universités.

L'UNEF entend tout fait pour que l'action des étudiants pour défendre leur droit aux études se développe et gagne.

Car gagner est bien l'impératif du moment. Gagner le retrait pur et simple du projet de loi Devaquet et n'accepter ni amendement, ni report. Ce projet est inamendable !

Gagner le réinvestissement de l'Etat dans nos formations, notamment par le vote d'un collectif budgétaire conséquent pour 1987.

Gagner de meilleures conditions de vie et d'études, notamment par la revalorisation des bourses, le réengagement de l'Etat dans la sécurité sociale étudiante, la construction de locaux en nombre suffisant pour accueillir l'ensemble des étudiants et des cités universitaires pour tous ceux qui en ont besoin.

Les étudiants ont montré leur volonté de s'exprimer, de se faire entendre. L'UNEF exige le renouvellement de toutes les instances de directions des universités et des CROUS qui ne l'ont pas été depuis plusieurs années.

.../...

**Le Jeudi 4 décembre 1986 aura lieu à Paris une grande manifestation pour le retrait total du projet de loi.**

Il s'agit de réussir cette manifestation et de faire de cette journée, une grande journée pour mobiliser toute la communauté universitaire et au-delà toute la population française pour défendre l'université publique moderne et qualifiante dont notre pays a besoin.

Les assises nationales de l'UNEF, ont préconisé la diversité des formes d'actions pour permettre à chacun d'être acteurs du mouvement et permettre à celui-ci de s'amplifier encore.

L'UNEF proposera à toutes les assemblées générales de manifester devant chaque CROUS le mercredi 3 décembre pour la défense des oeuvres universitaires, le développement du budget de celle-ci et obtenir de partout la mensualisation des bourses.

Le mouvement qui s'est engagé dans le pays doit s'amplifier, se poursuivre et obtenir de nombreux acquis.

Celui-ci regroupe la grande majorité des étudiants. A ce titre, l'UNEF s'élève avec force contre la censure dont sont victimes ses dizaines de milliers de syndiqués et les centaines de milliers d'étudiants qui luttent depuis plusieurs semaines et qui n'ont jamais eu la possibilité de s'exprimer ni dans la plus grande presse, ni sur les ondes radio-TV.

Le mouvement n'appartient qu'aux étudiants. Il est profondément honteux qu'une poignée de gens s'expriment à longueur d'onde à la place des centaines de milliers d'autres.

Cette main mise ne peut que nuire au développement des luttes.

L'UNEF continue à être au coeur des étudiants pour permettre à tous d'ouvrir des perspectives concrètes.

Les étudiants ont profondément changé en quelques semaines. Ils ont fait l'expérience de la lutte. Rien ne sera donc plus comme avant.

Paris le 1er décembre 1986